

Situation au 4^e trimestre 2012 - Validité 1^{er} trimestre 2013

SCPI d'entreprise à capital variable

LFP Pierre est une SCPI à destination des investisseurs institutionnels. Son patrimoine est principalement orienté vers les locaux à usage de bureaux à Paris et sa région et dans les grandes métropoles de province.

Commentaire de gestion

L'activité commerciale du 4^e trimestre s'est maintenue avec près de 3 400 m² reloués alors que les libérations ont représenté 3 270 m². Au global, le bilan locatif légèrement positif se traduit par un taux d'occupation physique stable à 86.9%.
Le taux d'occupation financier progresse à 86.1%.

Le fait marquant du trimestre aura été la signature d'un bail ferme de 6 ans prenant effet en décembre 2012, pour la totalité des locaux détenus dans l'immeuble Cap 15, quai de Grenelle à Paris 15^{ème}. La rénovation de ces surfaces venait tout juste de s'achever.

Le stock de locaux vacants s'établit au 31 décembre à son plus bas de l'année à environ 26 800 m².

A l'instar de 2012, la SCPI sera maintenue en situation de surinvestissement au cours de l'exercice 2013 et utilisera sa ligne de financement mise en place.

La collecte à venir permettra d'une part de financer les travaux de restructuration et les acquisitions en VEFA, et d'autre part, de finaliser le retrait de parts en cours d'un investisseur.

A noter que 4 opérations en VEFA seront livrées au cours de l'exercice. Elles contribueront aux produits locatifs dès 2013 et en année pleine sur 2014.

Cette année, les résultats trimestriels de LFP Pierre devraient être un peu inférieurs au niveau de distribution actuel. Ainsi, le scénario de distribution pour l'exercice 2013 est à l'identique de celui de 2012, et les réserves du fonds seront donc sollicitées.

Chiffres clés

	01/01/2012	30/09/2012	31/12/2012
Capital social (€)	605 780 000	630 980 000	635 600 000
Capitalisation (€)	679 988 050	708 275 050	713 461 000
Nombre de parts	8 654	9 014	9 080
Nombre d'associés	137	141	142
Données financières	2T 2012	3T 2012	4T 2012
Taux d'occupation financier	82.4%	84.0%	86.1%
Loyers encaissés (€)	10 606 614	10 219 768	11 167 312
Revenu distribué / part (€)	975.00	975.00	1 005.00
Principales valeurs	exercice 2012	01/01/2013	
Nominal (€)	70 000.00	70 000.00	
Prime d'émission (€)	8 575.00	8 575.00	
Prix de souscription (€)	78 575.00	78 575.00	
Valeur de retrait (€)	77 396.37	77 396.37	
Valeur de réalisation (€/part)	76 578.66 *	nd	
Valeur ISF préconisée (€)	77 396.37	77 396.37	

* au 30/09/2012

Variation du prix de part 2012 *	TRI 5 ans **	TRI 7 ans	TRI 10 ans
0%	1.91%	5.45%	6.61%

* La mesure de cette performance, nette de tous frais, confirme la nature immobilière de cet investissement dont les résultats s'apprécient sur le long terme.

** Sur le récent quinquennat l'impact des frais et de la crise a néanmoins permis un résultat positif supérieur à l'inflation

Au 31/12/2012

Capitalisation : 713 461 000 €
Prix de souscription : 78 575 €
Taux de distribution 2012 : 5,00 %

Caractéristiques

LFP PIERRE

Forme juridique	SCPI à Capital Variable
Date de création	13/10/1999
Durée	90 ans
Capital maximum statutaire	955 500 000 €
N° Siren	424 708 782
Visa AMF	SCPI n° 05-16 du 08/03/2005
Société de Gestion	La Française REM
Agrément AMF n°	GP-07000038 du 26/06/2007

Délais de jouissance des parts

- **Souscription** : les parts souscrites au cours d'un mois donné portent jouissance à partir du 1^{er} jour du mois suivant.
- **Retrait** : la date de fin de jouissance des parts annulées est fixée à la fin du mois au cours duquel est effectuée l'opération de retrait.

Revenus distribués

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures

Exercice 2012	3 930.00 €
Taux de distribution 2012	5.00%
1 ^{er} trimestre (versé le 30/04/2012)	975.00 €
2 ^e trimestre (versé le 31/07/2012)	975.00 €
3 ^e trimestre (versé le 31/10/2012)	975.00 €
4 ^e trimestre (versé le 31/01/2013)	1 005.00 €
- dont produits financiers	0.00 €
- après retenue à la source	1 005.00 €
- après prélèvement libératoire	1 005.00 €
Projet d'acompte 1 ^{er} trimestre 2013	975.00 €

Marché des parts

Au cours de ce dernier trimestre de l'année, les souscriptions enregistrées totalisant **12.2 millions d'euros** ont permis le retrait de 89 parts et 127 parts demeurent en attente de retrait au 31 décembre 2012.

Le volume globale de collecte en 2012 a représenté **40.7 millions d'euros** dont 17% ont assuré la contrepartie au retrait de parts et le solde constituant les ressources nouvelles pour investissements. En cette fin d'exercice la capitalisation de LFP Pierre atteint **713 millions d'euros**.

Souscriptions compensant des retraits	89
Nouvelles souscriptions	66
Parts en attentes de retrait au 31/12/2012	127

Avant toute souscription, le souscripteur doit prendre connaissance des statuts, du dernier rapport annuel et de la note d'information disponibles sur internet :

www.lafrancaise-am.com ou sur simple demande : La Française AM Finance Services - Service relations clientèle (01 53 62 40 60) - Sources : données internes - La Française Real Estate Managers est une SAS au capital de 1 220 384 € - 399 922 699 R.C.S. PARIS

Situation locative de la SCPI

Relocations principales sur le trimestre

Dept	Ville	Type	QP SCPI (%)	Surface (m ²)		Date d'effet	Loyer annuel HT HC
				vacante	relouée		
78	Vélizy, 18 rue Grange Dame Rose	BUR	30	Rénégé	412	12/2012	67 794 €
75	Paris 15, 1-15 Quai de Grenelle, Cap 15	BUR	100	1 049	1 049	12/2012	442 100 €
13	Aix en Provence, 1333 rue G. Gautier de la Lauzière	BUR	100		140	10/2012	17 500 €
78	Guyancourt, 1/13 rue C et E Pathé, Le Proxima	BUR	100	Avenant 12 mois	3 044	07/2012 07/2013	929 984 € 611 000 €

Libérations significatives

Dept	Ville	Type	QP SCPI (%)	Surface (m ²)		Mesures d'accompagnement Commentaires
				SCPI	libérée	
92	Courbevoie, 16-40 rue H. Regnault	BUR	20	1 725	1 725	Congé TOTAL au 31/05/2013 Nouveau bail à compter de 06/2013
78	Guyancourt, Les Miroirs	BUR	100	5 046	657	Départ de Calsonic au 28/02/2013
92	Boulogne, Route de la Reine	BUR	100	2 336	2 336	Départ de Meetic au 31/03/2013
33	Mérignac, Le Galilée	BUR	100	4 896	3 007	Départ Oxbow au 31/03/2013. Négo en cours pour proposer un autre actif du patrimoine.
75	Paris 17, bd Pereire	BUR	100	1 165	1 165	Départ Amazon au 30/04/2013

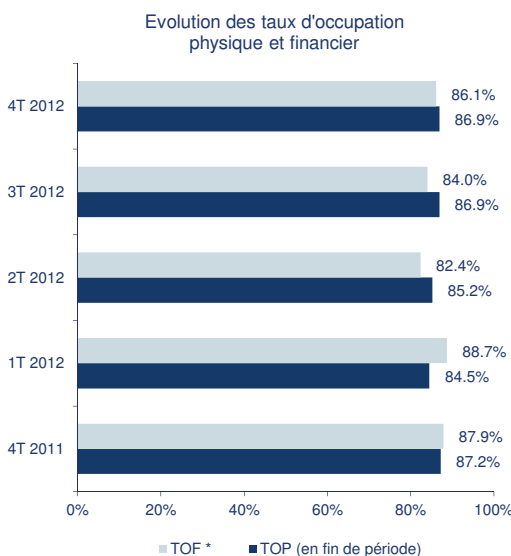
Principales surfaces vacantes

Dept	Ville	Type	QP SCPI (%)	Surface (m ²)		Mesures d'accompagnement Commentaires
				SCPI	vacante	
92	Rueil-Malmaison, 7 rue Henri Becquerel	BUR	100	7 005	7 005	Mandat de recherche d'un acquéreur utilisateur - dépôt PC pour restructuration de l'immeuble avec extension de surfaces (9 000 m ²) - labellisation BBC Rénovation
92	Levallois, 96 rue Edouard vaillant	BUR	100	2 646	2 646	Travaux de rénovation en cours. Bail signé à effet du 1 ^{er} janvier 2013
92	Bourg la Reine, le Centralis	BUR	100	5 338	2 716	Commercialisation après fin des travaux suite au sinistre construction
75	Paris 17, rue La Condamine	BUR	25	1 189	1 189	Démarrage de la restructuration labellisée BBC Rénovation pour une livraison début 2014.
78	Montigny, Vieil Etang	BUR	100	3 026	3 026	Immeuble obsolète à rénover. Arbitrage à l'étude

Données principales

	3T 2012	4T 2012
Superficie totale (m ²)	204 611	204 611
Surface vacante (m ²)	26 881	26 783
Nb d'immeubles	68	68

Taux d'occupation



* à compter du 1^{er} juillet 2012 le TOF est calculé selon les nouvelles normes de la profession (prise en compte des éventuelles mesures d'accompagnement)

Evolution du patrimoine

Investissements

Aucun investissement n'a été réalisé au cours du trimestre écoulé

Arbitrages

Aucun arbitrage n'a été réalisé au cours du trimestre écoulé

Informations Conseil de surveillance

Lors de sa réunion du 17 décembre dernier, votre conseil de surveillance a pris connaissance des comptes et résultats prévisionnels de l'exercice 2013 montrant que la distribution prévisionnelle annuelle devrait être maintenue à son niveau actuel de 3 930€ par part. Les expertises du patrimoine conduisent à une quasi stabilité des valeurs et donc le prix de part demeure inchangé à 78 575 € euros.

Il a été mentionné l'importance des opérations de valorisation du patrimoine en cours de réalisation et/ou d'achèvement lesquelles seront favorables à l'amélioration prochaine du taux d'occupation.



Avant toute souscription, le souscripteur doit prendre connaissance des statuts, du dernier rapport annuel et de la note d'information disponibles sur internet :

www.lafrancaise-am.com ou sur simple demande : La Française AM Finance Services - Service relations clientèle (01 53 62 40 60) - Sources : données internes - La Française Real Estate Managers est une SAS au capital de 1 220 384 € - 399 922 699 R.C.S. PARIS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Acomptes : Nouvelles dispositions fiscales a/c du 1^{er} trimestre distribué le 30 avril 2013

Le versement intervient trimestriellement, semestriellement, ou annuellement selon la nature de la SCPI. Son montant inclut, outre les revenus fonciers, une faible quote-part de produits financiers provenant du placement bancaire de la trésorerie disponible de votre SCPI ; ces produits financiers sont soumis aux prélèvements sociaux de 15,5% directement retenus "à la source".

Par ailleurs étant soumis à l'impôt sur le revenu (IRPP), une retenue de 24 % est effectuée à titre d'acompte sur le paiement de l'impôt dû sur les revenus l'année en cours et payable l'année suivante ; toutefois les contribuables dont le revenu imposable est inférieur à 25 000 euros pour un célibataire et 50 000 euros pour un couple peut être exonéré de ce paiement anticipé en avisant la Société de Gestion avant le 30 novembre de l'année antérieure ; (à titre dérogatoire pour 2013 avant le 31 mars prochain).

Délai de jouissance

L'acquéreur de nouvelles parts bénéficie des revenus afférents à celles-ci à compter d'une date postérieure à celle de son acquisition. Le délai correspondant peut varier selon les SCPI et leurs modes d'acquisition entre 1 et 3 mois.

Fiscalité des plus-value immobilières

Le paiement de l'impôt éventuellement dû lors de la cession d'un immeuble détenu par une SCPI est assuré dès la signature des actes, et ce pour le compte de chacun des associés soumis à l'impôt sur le revenu à proportion de son nombre de parts.

Aussi, convient-il de communiquer à la société de gestion toute modification du régime fiscal auquel est assujéti le titulaire de parts (particulier résident, non résident, personne morale IS, BIC etc.).

Le nouveau régime fiscal applicable a/c du 1^{er} février 2012 pour les immeubles cédés par la SCPI et pour les parts cédées par les associés est le suivant :

Taux
34,5 % (19 % + 15,5 % prélèvements sociaux)
Abattements : 2 % de la 6^e à la 17^e année
4 % de la 18^e à la 24^e année
8 % de la 25^e à la 30^e année

Taux d'occupation

Le taux d'occupation indique le taux de remplissage de la SCPI. Il peut être calculé :

Soit en fonction des loyers : le taux d'occupation financier (TOF) est l'expression de la performance locative de la SCPI. Il se détermine par la division :

- du montant total des loyers et indemnités d'occupation facturés ainsi que des indemnités compensatrices de loyers
- par le montant total des loyers facturables dans l'hypothèse où l'intégralité du patrimoine de la SCPI serait loué.

Soit en fonction des surfaces : le taux d'occupation physique (TOP) se détermine par la division :

- de la surface cumulée des locaux occupés
- par la surface cumulée des locaux détenus par la SCPI.

Taux de distribution

Le taux de distribution correspond au rapport entre le dividende annuel versé qui est brut et le prix de souscription d'une part au 1^{er} janvier (frais compris).

Capitalisation

Son montant est obtenu en multipliant le nombre de parts sociales par le prix acquéreur (ou prix de souscription) de chacune d'elles à une date donnée.

Marché des parts

Il est rappelé que la réglementation relative au fonctionnement du marché des parts de SCPI distingue deux catégories de sociétés :

SCPI à capital variable

Pour les SCPI à capital variable (régime de la plupart des SCPI gérées par le Groupe La Française AM), les prix pratiqués demeurent le prix de souscription payé par l'acquéreur et publié par la société de gestion. La valeur de retrait correspondante (égale au prix de souscription net de la commission de souscription HT) est perçue par l'associé qui se retire en contrepartie d'une souscription nouvelle. Le mécanisme est communément appelé "retrait/souscription".

L'enregistrement des "bulletins de souscription" est soumis au renseignement exhaustif du dossier de souscription comprenant : l'original du récépissé, le test d'adéquation produit, le bulletin de souscription, un relevé d'identité bancaire, une copie de la CNI ou du passeport et le règlement du montant de la souscription par chèque libellé à l'ordre de la SCPI.

La prise en compte des "demandes de retrait" inclut impérativement les éléments suivants : l'identité du vendeur, le produit concerné, le nombre de parts ainsi que la valeur de retrait correspondante, indiquée dans la rubrique "marché des parts" en pages intérieures pour chacune des SCPI, la signature du ou des cotitulaires de parts.

La demande sera enregistrée à la date de réception chronologiquement **dès lors que l'ensemble des informations nécessaires aura été transmis.**

SCPI à capital fixe

Pour les SCPI à capital fixe (notamment Epargne Foncière et les SCPI d'habitation), le prix de vente et/ou d'achat, est établi au terme de chaque période de confrontation des ordres de vente et d'achat, recueillis sur le carnet d'ordres par la société de gestion.

Toutes ces informations figurent sur le site www.lafrancaise-am.com.

Cession directe entre associés

Tout associé a la possibilité de céder directement ses parts à un tiers. Cette cession, sans l'intervention de la société de gestion, s'effectue sur la base d'un prix librement débattu entre les parties. Dans ce cas, il convient de prévoir le montant des droits d'enregistrement (5 %) et le forfait statutaire dû à la société de gestion pour frais de dossier (par bénéficiaire ou cessionnaires).

Conditions d'agrément :

Si le cessionnaire est déjà associé, la cession est libre. Si le cessionnaire n'est pas associé, l'agrément de la société de gestion est nécessaire. Il n'entre pas, sauf circonstances exceptionnelles, dans les intentions de la société de gestion de faire jouer la clause d'agrément.

Nantissement des parts de SCPI

Les associés ayant financé l'acquisition de leurs parts à crédit ont généralement consenti leur nantissement, à titre de garantie, au bénéfice de l'établissement bancaire prêteur.

Au terme de la durée de l'emprunt, et/ou après son remboursement, l'associé doit solliciter sa banque afin que celle-ci lui délivre la "mainlevée du nantissement". Ce document est à communiquer à la société de gestion afin de procéder aux modifications administratives correspondantes.

Communication Associés

Rappel

La loi "Informatique et Liberté" du 6 janvier 1978 précise le caractère confidentiel des informations et données concernant chaque associé. Ceux-ci disposent d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui les concernent.

Les informations nominatives recueillies ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication extérieure que pour la nécessité de la gestion ou pour satisfaire les obligations légales et réglementaires

Risques SCPI

Les parts de SCPI sont des supports de placement à long terme et doivent être acquises dans une optique de diversification de votre patrimoine. Comme tout investissement, l'immobilier présente des risques : absence de rendement ou perte de valeur, qui peuvent toutefois être atténués par la diversification immobilière et locative du portefeuille de la SCPI.

La SCPI n'étant pas un produit coté, elle présente une liquidité moindre comparée aux actifs financiers. Les conditions de cession (délais, prix) peuvent ainsi varier en fonction de l'évolution du marché de l'immobilier et du marché des parts de SCPI. La SCPI comporte un risque de perte en capital.

L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que l'obtention d'un financement pour la souscription à crédit de parts de SCPI n'est pas garantie et dépend de la situation patrimoniale, personnelle et fiscale de chaque client. Le souscripteur ne doit pas se baser sur les seuls revenus issus de la détention de parts de SCPI pour honorer les échéances du prêt compte tenu de leur caractère aléatoire. En cas de défaut de remboursement, l'associé peut être contraint à vendre ses parts de SCPI et supporter un risque de perte en capital. L'associé supporte également un risque de remboursement de la différence entre le produit de la cession des parts de la SCPI et le capital de l'emprunt restant dû dans le cas d'une cession des parts à un prix décoté.

Gestion des conflits d'intérêts

Afin de satisfaire aux obligations réglementaires et de répondre au mieux aux intérêts des associés, le Groupe La Française AM a recensé les situations de conflits d'intérêts susceptibles d'être rencontrées par elle ou par les entités et les collaborateurs du Groupe. Dans le cadre de la gestion des situations de conflits d'intérêts potentiels, le Groupe La Française AM se base sur les principes suivants : déontologie, séparation des fonctions, mise en place de procédures internes, mise en place d'un dispositif de contrôle.